

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

COMMUNE DU BOUCHET MONTCHARVIN DEPARTEMENT DE LA HAUTE SAVOIE



NOTICE EXPLICATIVE

Novembre 2014

Etabli par	Validé par	Date	Objet de la révision
Thomas LEMONDE	Rémi SEGUE	20/11/2014	-

SOMMAIRE

I.	CONTEXTE REGLEMENTAIRE	3
I.1.	DISPOSITIONS RELATIVES A L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	3
I.1.1.	OBLIGATION DE RACCORDEMENT.....	3
I.1.2.	CONDITIONS DE RACCORDEMENT	3
I.2.	DISPOSITIONS RELATIVES A L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	5
II.	PRESENTATION DU SECTEUR D'ETUDE.....	6
II.1.	GEOGRAPHIE ET TOPOGRAPHIE	6
II.2.	CONTEXTE CLIMATIQUE	7
II.3.	CONTEXTE GEOLOGIQUE ET HYDROGEOLOGIQUE.....	7
II.3.1.	GEOLOGIE.....	7
II.3.2.	HYDROGEOLOGIE	8
II.4.	CONTEXTE PEDOLOGIQUE	8
II.5.	HYDROLOGIE	9
II.5.1.	DESCRIPTION GENERALE	9
II.5.2.	QUALITE DE L'EAU ET OBJECTIFS DE QUALITE	9
II.6.	CONTRAINTES ENVIRONNEMENTALES	9
II.6.1.	CAPTAGES AEP.....	9
II.6.2.	ZONES NATURELLES	10
III.	DONNEES URBAINES	12
III.1.	DEMOGRAPHIE ET CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE	12
III.1.1.	POPULATION ET HABITAT	12
III.1.2.	URBANISME ET EVOLUTION	12
III.1.3.	ACTIVITES ECONOMIQUES	13
III.1.4.	PATRIMOINE COMMUNAL	14
III.2.	ETAT DES LIEUX DE L'ASSAINISSEMENT	14
III.2.1.	ASSAINISSEMENT COLLECTIF	14
III.2.2.	ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	14
IV.	PRESENTATION ET JUSTIFICATION DU ZONAGE RETENU.....	16
IV.1.	ASSAINISSEMENT COLLECTIF.....	18
IV.1.1.	PROGRAMME DE TRAVAUX.....	18
IV.1.2.	IMPACT DES TRAVAUX SUR LA REDEVANCE ASSAINISSEMENT.....	20
IV.2.	ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF.....	20
IV.2.1.	DETAIL DES INSTALLATIONS PAR SECTEUR	20
IV.2.2.	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES AUX DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	21

PREAMBULE

Le présent document constitue le dossier de présentation à enquête publique du zonage d'assainissement de la commune du BOUCHET-MONTCHARVIN conformément à L'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales stipulant que :

«Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif »

Ce dossier porte sur l'assainissement des eaux usées. Le volet eaux pluviales n'est pas traité.

Il fait suite à l'étude de révision du schéma directeur d'assainissement communal qui s'est déroulée en 4 phases :

- Phase 1 : Cadrage de l'étude et bilan de l'existant
- Phase 2 : Etat des lieux de l'assainissement
- Phase 3 : Elaboration des scénarii d'assainissement et étude comparative
- Phase 4 : Elaboration et proposition de révision du schéma directeur d'assainissement

I. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

L'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales définit les compétences des communes en matière d'assainissement collectif et non collectif. Les principales dispositions en découlant sont présentées ci-après.

I.1. DISPOSITIONS RELATIVES A L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

I.1.1. Obligation de raccordement

Le Code de la Santé Publique précise l'obligation de raccordement des immeubles et habitations au réseau public et fixe l'étendue des sanctions financières envisageables en cas de non raccord.

Art. L. 1331-1

« Le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau public de collecte.

...

Il peut être décidé par la commune qu'entre la mise en service du réseau public de collecte et le raccordement de l'immeuble ou l'expiration du délai accordé pour le raccordement, elle perçoit auprès des propriétaires des immeubles raccordables une somme équivalente à la redevance instituée en application de l'article « L. 2224-12-2 » du code général des collectivités territoriales. »

Art. L. 1331-8 :

« Tant que le propriétaire ne s'est pas conformé aux obligations prévues aux articles L. 1331-1 à L. 1331-7, il est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance qu'il aurait payée au service public d'assainissement si son immeuble avait été raccordé au réseau ou équipé d'une installation d'assainissement autonome réglementaire, et qui peut être majorée dans une proportion fixée par le conseil municipal dans la limite de 100 %. »

I.1.2. Conditions de raccordement

Déversement

Les eaux usées pouvant être déversées dans le réseau de collecte sont :

- **les eaux usées domestiques** : il s'agit des eaux ménagères (lessive, cuisine, bain, ...) et des eaux vannes (urines et matières fécales),
- **certaines eaux usées assimilées domestiques** sous réserve de mise en place de pré-traitement adapté (*exemple : bac dégraisseur pour les activités de restauration*),
- **les eaux usées non domestiques** issues de tout établissement à vocation industrielle, commerciale ou artisanale sous réserve d'acceptation par le service d'assainissement (autorisation de déversement) et de la mise en place éventuelle d'une convention de rejet.

Il est formellement interdit de déverser dans le réseau d'assainissement :

- les effluents issus de fosses septiques ou toutes eaux,
- le contenu de fosses fixes ou mobiles
- les déchets ménagers particulièrement serviettes hygiéniques et lingettes,
- les huiles usagées,
- les médicaments,
- les hydrocarbures (essence, fioul),
- les peintures,
- les effluents d'élevage,
- d'une manière générale, tout corps solide, liquide ou gazeux susceptible de nuire au bon état ou bon fonctionnement du réseau.

Branchement

Le branchement comprend, depuis la canalisation publique :

- un dispositif permettant le raccordement au réseau public,
- une canalisation de branchement située sous le domaine public,
- un regard de branchement placé en limite de propriété si possible sous domaine public afin de permettre le contrôle et l'entretien du branchement,
- une canalisation située sous le domaine privé,
- un dispositif permettant le raccordement à l'immeuble.

Tout branchement doit faire l'objet d'une demande adressée au service d'assainissement.

L'acceptation par le service d'assainissement crée la convention dite ordinaire de déversement entre les parties.

Code de la Santé Publique, Art. L. 1331-2 :

« Lors de la construction d'un nouveau réseau public de collecte ou de l'incorporation d'un réseau public de collecte pluvial à un réseau disposé pour recevoir les eaux usées d'origine domestique, la commune peut exécuter d'office les parties des branchements situées sous la voie publique, jusque et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public. »

« Pour les immeubles édifiés postérieurement à la mise en service du réseau public de collecte, la commune peut se charger, à la demande des propriétaires, de l'exécution de la partie des branchements mentionnés à l'alinéa précédent. Ces parties de branchements sont incorporées au réseau public, propriété de la commune qui en assure désormais l'entretien et en contrôle la conformité. »

« La commune est autorisée à se faire rembourser par les propriétaires intéressés tout ou partie des dépenses entraînées par ces travaux, diminuées des subventions éventuellement obtenues et majorées de 10 % pour frais généraux, suivant des modalités à fixer par délibération du conseil municipal. »

Code de la Santé Publique, Art. L. 1331-4 :

« Les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement sont à la charge exclusive des propriétaires et doivent être réalisés dans les conditions fixées à l'article L.1331-1. Ils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement par les propriétaires. La commune en contrôle la qualité d'exécution et peut également contrôler leur maintien en bon état de fonctionnement. »

Si le rejet n'est pas possible de manière gravitaire, la mise en place d'un poste de relèvement et les frais associés reviennent au propriétaire.

Code de la Santé Publique, Art. L. 1331-5 :

« Dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature sont mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire. »

Contrôle

Le service d'assainissement contrôle les projets de raccordement au réseau en phase conception et se réserve le droit de contrôler à tout moment le bon fonctionnement des installations privées et la conformité des effluents rejetés.

En cas de constat de non-conformité, le service peut mettre en demeure le propriétaire de réaliser les travaux nécessaires et en cas d'urgence de les faire exécuter d'office aux frais de l'intéressé.

Redevance d'assainissement

Code général des collectivités territoriales, Art. R. 2224-19 :

« Tout service public d'assainissement, quel que soit son mode d'exploitation, donne lieu à la perception de redevances d'assainissement établies dans les conditions fixées par les articles R. 2224-19-1 à R. 2224-19-11. »

L'utilisateur domestique raccordé à un réseau public d'évacuation des eaux usées est soumis au paiement d'une redevance d'assainissement dont le montant est fixé par le service.

Participation financière des immeubles neufs

Code de la Santé Publique, Art. R. 1331-7 :

« Les propriétaires des immeubles édifiés postérieurement à la mise en service du réseau public de collecte auquel ces immeubles doivent être raccordés peuvent être astreints par la commune, pour tenir compte de l'économie par eux réalisée en évitant une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire, à verser une participation s'élevant au maximum à 80 % du coût de fourniture et de pose d'une telle installation. Une délibération du conseil municipal détermine les conditions de perception de cette participation. »

Le service assainissement a la possibilité d'instaurer une taxe de raccordement pour les immeubles ou habitations dont la construction est postérieure à la mise en place du réseau.

I.2. DISPOSITIONS RELATIVES A L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Les habitations situées dans les zones d'assainissement non collectif doivent être équipées de systèmes d'épuration conformes à la réglementation et en bon état de fonctionnement.

Les communes sont tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif. Elles peuvent également, si elles décident d'en prendre la compétence et sur demande du propriétaire, en assurer l'entretien et effectuer les travaux de réhabilitation.

Sur la commune du Bouchet-Montcharvin, le Service public d'assainissement non collectif (SPANC) est assurée par délégation par le cabinet LABEL'EAU.

Le contrôle des installations s'effectue selon les modalités suivantes :

- Installation neuve ou à réhabiliter: examen préalable de la conception et vérification de l'exécution.
- Autres installations : vérification du fonctionnement et de l'entretien

Le contrôle devait être effectué au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut excéder 10 ans. Cette périodicité est fixée à 6 ans sur le territoire communal.

Les conditions d'exécution des contrôles sont fixées dans l'arrêté du 27 Avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

En cas de non-conformité de l'installation, les délais de mise en conformité pour effectuer les travaux prescrits sont :

- de 4 ans dans le cas général,
- de 1 an en cas de vente, la mise en conformité incombant au nouveau propriétaire.

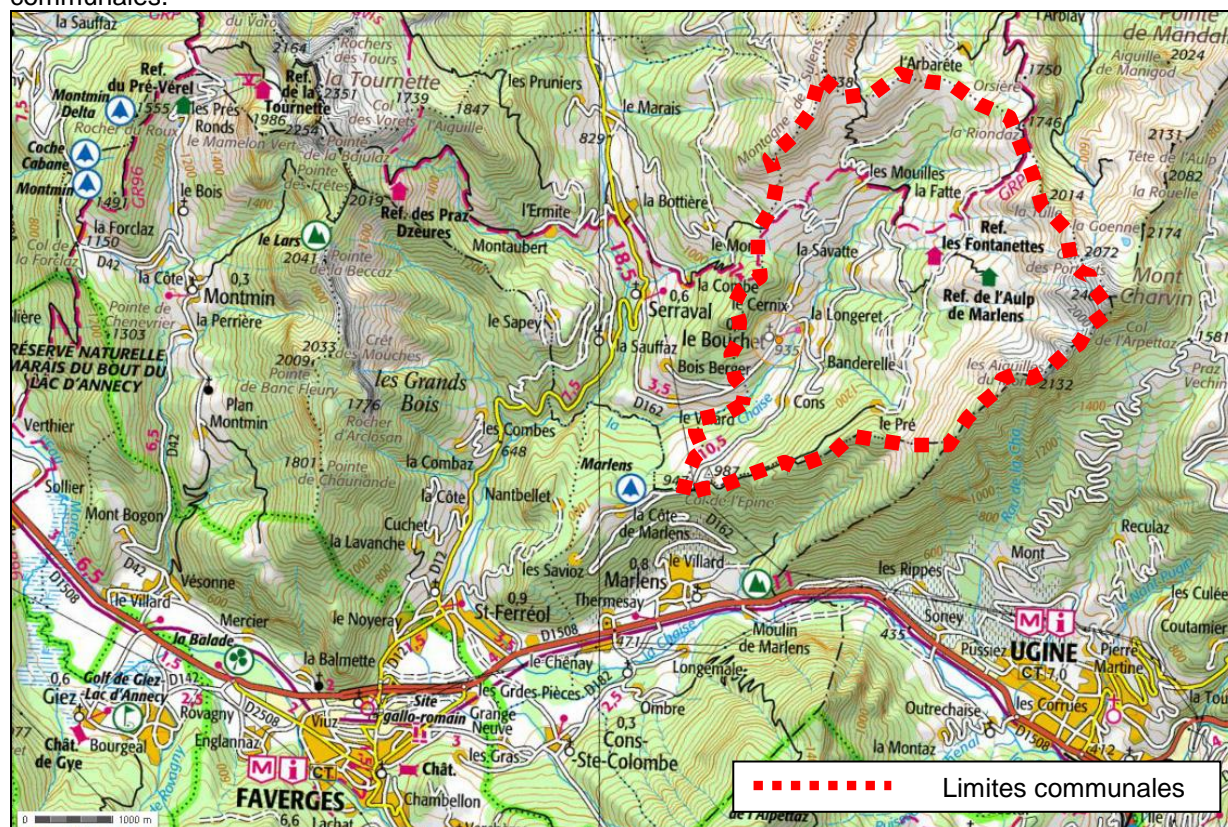
II. Présentation du secteur d'étude

II.1. GEOGRAPHIE ET TOPOGRAPHIE

Source : Carte IGN

La commune du BOUCHET MONTCHARVIN est située dans le département de la Haute-Savoie à environ 8 km au Nord-Est de FAVERGES. Elle s'étend du Col de l'épine à la Montagne de Sulens, sur les versants du Mont Charvin.

Elle est desservie par la route départementale RD n°162 puis par un réseau de voies et pistes communales.



*Situation géographique du BOUCHET MONTCHARVIN
(Carte IGN 3531 OT – Megève, Col des Aravis)*

La superficie de la Commune est de 18,52 km² et les habitations se concentrent essentiellement en hameaux autour du Chef-Lieu :

- Le Chef-Lieu ainsi que les hameaux du Cernix, de la Perrière et de la Coudre sont situés en rive droite de la Chaise,
- Les hameaux de Plan, des Dreuzes, des Frasses et de la Savatte sont quant à eux en rive gauche de la Chaise, sur les versants du Mont Charvin,
- En rive gauche, se trouvent les hameaux de la Longeret, de Banderelle, du Mont de Banderelle et de Cons,
- Enfin, au sud, sont implantés les hameaux de Rosset, sous Rosset et de la Ville de Rosset.

L'altitude du territoire varie entre 745 m au niveau du torrent de la Chaise, et 2 409 m au sommet du Mont Charvin.

II.2. CONTEXTE CLIMATIQUE

Source : *Info Climat*

La commune du BOUCHET MONTCHARVIN est située entre les vallées de Thônes et d'Ugine, au Nord du col de l'Epine. L'altitude de son territoire lui confère un climat montagnard.

Les données climatiques disponibles les plus proches ont été enregistrées à la station météorologique de Saint Nicolas La Chapelle (station en service depuis 2012).

Cette station est située à 10 km à l'Est du BOUCHET MONTCHARVIN, à 930 mètres d'altitude et présente les caractéristiques suivantes :

	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept	Oct.	Nov.	Déc.	An
Moyenne	77	137	108	112	136	88	90	77	133	189	208	82	1436

Cumul mensuel des précipitations (en mm)

Les précipitations moyennes annuelles sont de 1 436 mm.

II.3. CONTEXTE GEOLOGIQUE ET HYDROGEOLOGIQUE

II.3.1. Géologie

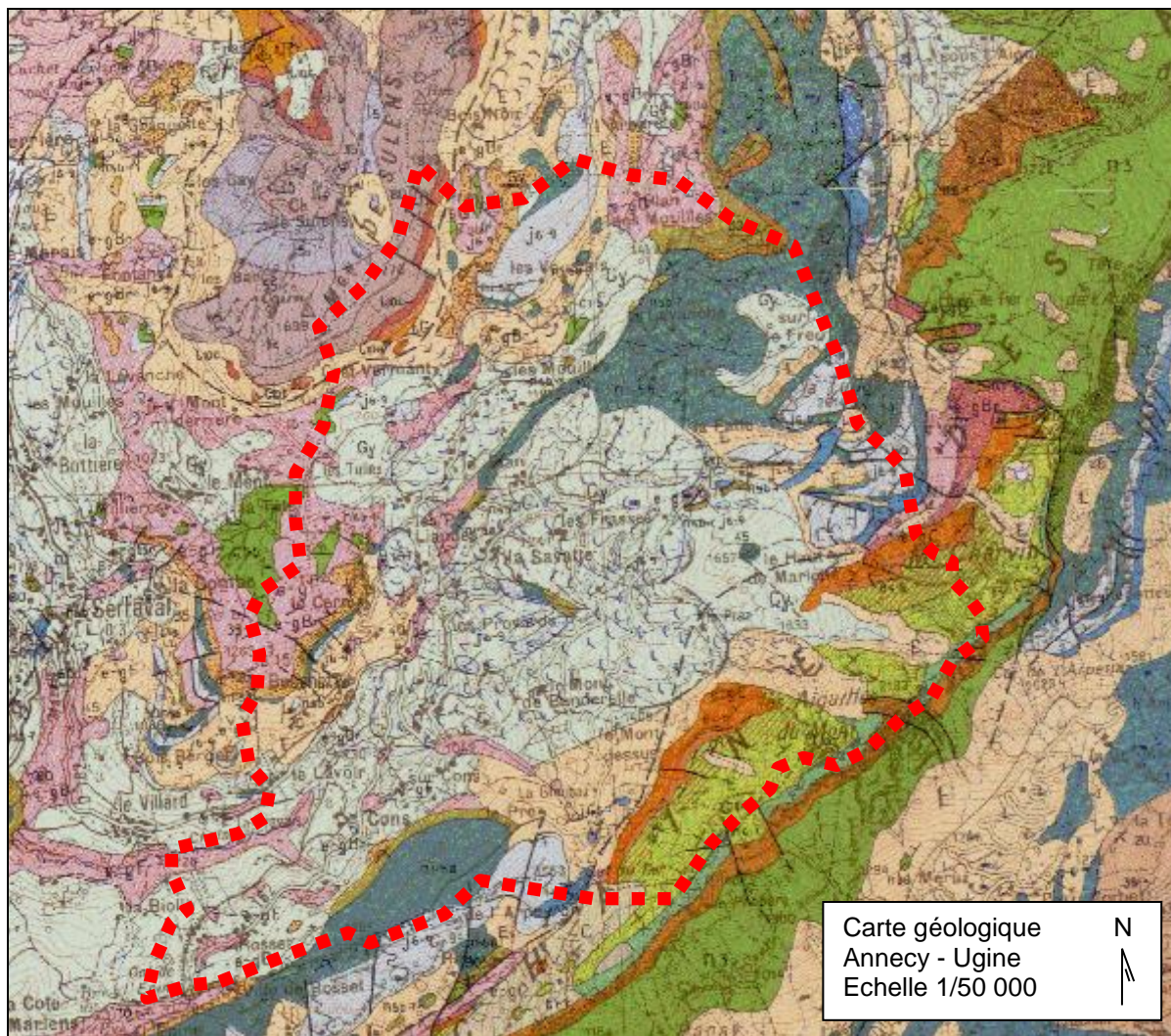
Source : *Infoterre – BRGM*

D'après la carte géologique du BRGM au 1/50 000ème (feuille ANNECY-UGINE), la commune du BOUCHET MONTCHARVIN s'étend sur une structure géologique hétérogène et dont les roches sont de nature très varié.

De nombreux types de roches sédimentaires sont observables à l'affleurement (calcaires, grès, argiles). Elles présentent des déformations et fracturations importantes qui induisent des comportements différents face à l'érosion, aux contraintes ou aux circulations souterraines des eaux.

Elles sont recouvertes par un empilement de nappes de charriages, constituées d'éboulis, de colluvions ou de masses glissés, et selon des épaisseurs variables. La moraine wurmienne (Gy) compose cependant la majorité du paysage géologique de la commune.

L'extrait de carte géologique concernant la Commune du BOUCHET MONTCHARVIN est donnée ci-après.



Contexte géologique au niveau de la commune du BOUCHET MONTCHARVIN

II.3.2. Hydrogéologie

Source : PPRN du BOUCHET MONTCHARVIN

D'un point de vue hydrogéologique, les principales ressources aquifères sont situées dans les empilements de nappes de charriage.

Sur le secteur, elles sont constituées :

- de schistes Aaléniens et de Terres Noires (nappe des Aravis),
- de terrains Berriasiens et de Terres Noires (nappe du Mont Charvin),
- de terrains liasiques et gypseux (klippe de Sulens).

II.4. CONTEXTE PEDOLOGIQUE

Source : Schéma général d'assainissement de 2000

Pour l'élaboration de la carte d'aptitude des sols et du schéma directeur d'assainissement de 2000, 35 sondages géo pédologiques ont été réalisés en juillet 2000.

Ces derniers ont été complétés par 4 sondages en Juin 2014 sur les futures zones à urbaniser sur les secteurs de Banderelle et de La Longeret.

Les sols apparaissent comme argileux, avec la présence de blocs de tailles variables dans les premières couches.

Les détails des sondages et la carte d'aptitude des sols sont donnés en [Annexes 1 & 2](#).

II.5. HYDROLOGIE

II.5.1. Description générale

La commune est située sur le bassin versant du torrent de la Chaise. Il draine un réseau superficiel dense, composé de ruisseaux permanents et temporaires.

Ce torrent prend sa source sur les hauteurs de la commune du BOUCHET MONTCHARVIN puis entaille les deux versants communaux.

Après un parcours de 60 km, la Chaise rejoint l'Arly, au niveau d'Ugine.

II.5.2. Qualité de l'eau et objectifs de qualité

Source : DREAL Rhône Alpes – Contrat de Rivière Arly, Doron, Chaise

La Chaise correspond à la masse d'eau N° FRDR11525. Son état écologique est défini comme moyen en 2009.

L'objectif de qualité à atteindre pour ce cours d'eau est le bon état écologique en 2015.

A proximité et sur le secteur d'étude, une évaluation de l'état écologique et chimique des cours d'eau a été réalisée par le Conseil Général de la Haute Savoie. La station située sous le pont du chef-lieu du BOUCHET MONTCHARVIN donne alors :

Station	Masse d'eau	Année	Bilan de l'oxygène	Température	Nutriments	Acidification
La Chaise au Bouchet (06600016)	FRDR11525	2005	B	TB	TB	B

Etat des masses d'eau sur la Chaise (SEEE)

II.6. CONTRAINTES ENVIRONNEMENTALES

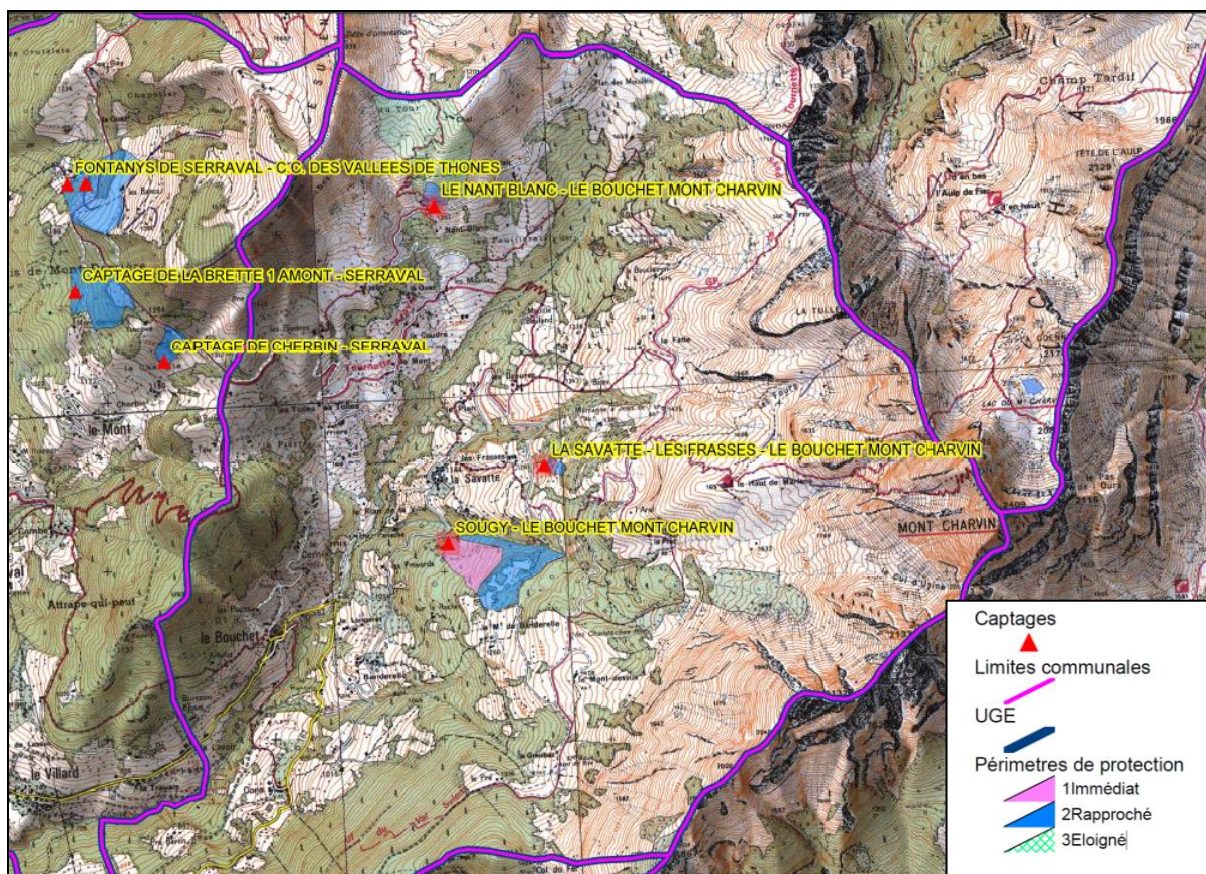
II.6.1. Captages AEP

Source : ARS 74, Mairie du BOUCHET MONTCHARVIN

La commune du BOUCHET MONTCHARVIN est alimentée en eau potable par les captages suivants :

- Captage du Nant Blanc,
- Captage de La Savatte ou De Frasses,
- Captage de Sougy.

Leurs périmètres de protection sont donnés sur la carte suivante :



Carte de localisation des périmètres de captages d'eau potable

L'ensemble des points de prélèvements se situe en amont hydraulique des différents hameaux de la commune. Les différents rejets d'eaux usées domestiques ne peuvent alors pas contaminer les ressources actuellement exploitées par la commune.

Seuls quelques chalets d'alpage sont situés en amont de ces captages. Ils ne sont cependant pas implantés au sein des périmètres de protection.

II.6.2. Zones naturelles

Source : DIREN Rhône-Alpes

La commune se situe au sein de 3 ZNIEFF de type I et 1 ZNIEFF de type II. Une zone Natura 2000 est aussi identifiée sur l'Est du territoire communal.

La carte de localisation de ces zones est donnée ci-après :

III. Données urbaines

III.1. DEMOGRAPHIE ET CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE

Source : INSEE et Mairie du BOUCHET MONTCHARVIN

III.1.1. Population et habitat

Au dernier recensement de l'INSEE en 2009, la commune du BOUCHET MONTCHARVIN comptait 239 habitants. Sa population a augmenté de 65 habitants depuis 1999 soit en moyenne de 3,2 % chaque année.

Cette évolution est légèrement inférieure à celle qui avait eu lieu entre 1990 et 1999 qui s'élevaient à 4,6 % d'augmentation chaque année.

	1968	1975	1982	1990	1999	2009
Population	147	125	120	116	174	239
Variation annuelle moyenne		- 2,3 %	- 0,6 %	- 0,4 %	+ 4,6 %	+ 3,2 %

Evolution de la population depuis 1968

Le tableau ci-après présente la répartition entre le nombre de résidences principales et le nombre de résidences secondaires :

	Nombre	%
Ensemble des logements	215	100 %
Résidences principales	92	43 %
Résidences secondaires et logements occasionnels	106	50 %
Logements vacants	17	7 %

Nombre de logements par catégorie (Recensement INSEE 2009)

Compte tenu de la proportion de résidences secondaires et du caractère touristique de la commune, les variations saisonnières peuvent être importantes et constituent une certaine contrainte vis-à-vis de l'assainissement.

III.1.2. Urbanisme et évolution

Source : PLU en cours d'élaboration

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune est actuellement en cours d'élaboration. Son règlement graphique est donné à titre indicatif en [Annexe 3](#).

Plusieurs zones sont classées en AU qui correspondent à des zones à urbaniser. Aussi, certaines zones classées en U pourront également accueillir de nouvelles constructions.

Le tableau suivant reprend l'ensemble des zones potentiellement constructibles, en indiquant les surfaces disponibles pour chacune, ainsi que le nombre de logements potentiels.

Secteur	Classement	Surface (m ²)	Nombre de logements potentiels	
			Hypothèse basse	Hypothèse haute
Chef-Lieu	Uc	900	1	1
	Uc	1 400	1	2
	Uc	800	1	1
Côte des Chenevriers	AUb	2 000	5	6
	AUb	2 200	4	5
Le Cernix	Uc	1 600	1	2
	Uc	1 400	1	1
La Longeret	Uc	2 300	2	2
	Ua	800	1	1
	2AU	4 280	6	8
Banderelle	Uc	1 100	1	1
	Ua	650	1	1
	AUc	6 100	10	12
La Savatte	Ua	900	1	1
Cons	Ua	2 000	1	2
TOTAL zone AU		14 580	25	31
TOTAL zone U		13 850	12	15
TOTAL		28 430	37	46

Prévisions d'urbanisme

En comptabilisant en moyenne 2,6 habitants par nouvelle habitation (statistique INSEE communale) ; l'urbanisation des zones décrites ci-dessus engendrera une augmentation maximale de la population d'environ 120 habitants.

III.1.3. Activités économiques

Les activités économiques de la commune sont largement portées vers l'agriculture. 6 exploitations agricoles d'élevage sont recensées et représentent près de 50 % des emplois de la commune.

Aussi, la commune présente un caractère touristique, permis par la présence d'un hôtel restaurant, d'une dizaine de gîtes ou meublés de vacances, ainsi que deux refuges et un gîte d'accueil en alpage.

Les autres activités sont essentiellement liées au bâtiment et aux travaux publics :

- 2 entreprises du bâtiment (1 menuisier et 1 maçon),
- 2 entreprises de travaux publics,
- 2 « ateliers d'art » : un céramiste et un potier/peintre.

Une société de transport par car est aussi présente sur la commune.

III.1.4. Patrimoine communal

Le patrimoine bâti de la commune du BOUCHET MONT-CHARVIN est constitué de :

- La Mairie (ainsi que 2 logements à l'étage),
- L'école,
- La salle polyvalente,
- Le hangar des services techniques,
- La caserne des pompiers,
- Le bâtiment de l'Arbelot,
- L'alpage du Plan de Tour.

L'essentiel de ce patrimoine est situé au centre-bourg de la commune et son usage ne génère que des rejets domestiques.

III.2. ETAT DES LIEUX DE L'ASSAINISSEMENT

III.2.1. Assainissement collectif

Aucune installation d'assainissement collectif n'est actuellement présente sur la commune.

III.2.2. Assainissement non collectif

Source : *Diagnostiques des installations d'assainissement*

a. Recensement des installations

Les diagnostics d'assainissement effectués lors des missions de contrôles du SPANC (ou par ses délégataires – Cabinet NICOT puis Cabinet LABEL'EAU) fournissent les informations suivantes :

Etat de l'assainissement non collectif (2013)		
Nombre total d'habitation / logement / établissement	185	-
Nombre d'habitation/logement inhabitable/sans eau	10	-
Nombre total d'installation	175	100 %
Nombre d'installation contrôlée	160	91 %
Nombre d'installation conforme (ou sous réserve de réaliser certains travaux)	50	29 %
Nombre d'installation non conforme	49	28 %
Nombre d'installation non conforme – sans risques particulier (tolérable car faible occupation ou inoccupée)	61	35 %
Nombre d'installations non contrôlées (ou sans informations)	15	8 %

Synthèse des contrôles des installations

Il apparaît que 91 % des installations ont été contrôlées, dont 29 % conformes.

b. Etat des installations par secteurs

Actuellement, les installations d'assainissement non collectif se répartissent ainsi sur le territoire communal :

Secteur	Etat de l'assainissement					Nombre d'EH		Surface disponible pour la mise en place d'ANC
	Nombre d'installations actuelles	Nombre d'installation contrôlées	Nombre d'installation conforme	Nombre d'installation non conforme	Nombre d'installation tolérables	Nombre d'EH maximum actuel	Nombre d'EH maximum potentiel (après urbanisation)	
Le BOUCHET chef-lieu	47	47	10	23	14	164	203	Non dans le centre bourg, oui sur le secteur de la cote des Chenevriers
Le Cernix	20	19	6	9	4	70	78	Oui
Les Tuiles - La Perrière - Les Petits Liaudes - Le Mont de Vaseline - Les Mouilles	24	20	2	5	13	46	44	Oui
Le Plan - La Savatte - Les Frasses - les Dzeurs	26	24	9	3	12	65	68	Non sur la Savatte et les Frasses ,oui pour le Plan et les Dzeurs
Les Alapages	8	8	2	2	4	19	19	Oui
Banderelle - Le Mont de Banderelle - La Longeret	32	28	12	7	9	102	167	Oui
Cons - Sous l'Epine - Le Quart, La Ville de Rosset	18	14	9	0	5	30	38	Oui
TOTAL	175 100 %	160 91 %	50 29 %	49 28 %	61 35 %	496 100 %	617 + 24 %	-

Synthèse des contrôles des installations, perspectives d'évolution et contrainte foncière par secteur

IV. Présentation et justification du zonage retenu

La commune du Bouchet-Montcharvin a décidé de retenir le zonage d'assainissement suivant :

Secteur	Zonage d'assainissement
Le BOUCHET chef-lieu	Collectif – Création d'une STEP au BOUCHET
Le BOUCHET – Cote des Cheneviers	Non collectif
Banderelle	Non Collectif
La Longeret	Non Collectif
Le Mont de Banderelle	Non collectif
Le Cernix	Non collectif
Les Tuiles - La Perrière – Les Petits Liaudes - Le Mont de Vasseline – Les Mouilles	Non collectif
Le Plan – La Savatte - Les Frasses – les Dzeurs	Non collectif
Les Alpages	Non collectif
Cons – Sous l'Epine - Le Quart, La Ville de Rosset	Non collectif

Zonage d'assainissement par secteur

La Carte du zonage est présentée en [Annexe 4](#).

Le choix du zonage se base sur l'étude technico-économique des différentes solutions envisagées dans le cadre du schéma directeur d'assainissement.

La justification du zonage par secteur est donnée ci-après :

Le BOUCHET Chef-Lieu - Collectif

Cette solution se justifie par :

- la non-conformité de 80% des installations d'ANC sur le secteur,
- la faible superficie des parcelles ce qui présente de fortes contraintes pour la réhabilitation,
- la saturation du ruisseau du Bouchet, exutoire actuel de la majorité des effluents, du point de vue de la pollution domestique,
- l'acceptabilité des rejets par le torrent de la Chaise.

Le BOUCHET Cote des Cheneviers – Non collectif

Cette solution se justifie par :

- le faible nombre d'installations d'ANC à réhabiliter,
- la localisation de la zone d'urbanisation future sur un secteur favorable à l'ANC par infiltration dans les sols,
- le surcoût engendré par la mise en collectif de la zone.

La Longeret – Non collectif

Cette solution se justifie par :

- l'impact significatif qu'aurait un rejet ponctuel d'une unité d'épuration collective dans le ruisseau de Banderelle déjà saturé du point de vue de la pollution domestique,
- la proximité entre le lieu d'implantation potentiel de la station d'épuration et les habitations les plus proches,
- les possibilités éventuelles d'infiltration sous réserve d'une étude géopédologique spécifique,
- le surcoût important de l'assainissement collectif par rapport à l'assainissement non collectif.

Banderelle – Non collectif

Cette solution se justifie par :

- l'impact significatif qu'aurait un rejet ponctuel d'une unité d'épuration collective dans le ruisseau du Pantais dont l'acceptabilité a été estimée à 60 EH maximum,
- les possibilités éventuelles d'infiltration sous réserve d'une étude géopédologique spécifique,
- le surcoût de l'assainissement collectif par rapport à l'assainissement non collectif.

Cette solution se justifie par :

Autres secteurs – Non collectif

Cette solution se justifie par :

- l'habitat dispersé permettant la réhabilitation des installations existantes,
- le faible potentiel de développement de ces secteurs

IV.1. ASSAINISSEMENT COLLECTIF

IV.1.1. Programme de travaux

Les travaux à engager du fait du passage du Chef-Lieu en **zone d'assainissement collectif** sont la création d'un réseau de collecte des eaux usées et d'une station d'épuration en rive droite du torrent de la Chaise avec rejet dans ce dernier.

Le détail des travaux et le chiffrage estimatif sont présentés dans le tableau ci-après.

Secteur		Chef-Lieu		
Nombre d'installations actuel	43	Population max actuelle	154	
Nombre d'installations futur	47	Population max future	164	
Désignation	Quantité	Unité	Prix unitaire (€ H.T.)	Total (€ H.T.)
Collecte				
Réseau EU sous voirie	600	ml	190,00	114 000,00
Réseau EU sous TN	0	ml	150,00	0,00
Branchement	47	u	1 000,00	47 000,00
Transfert				
Réseau EU sous voirie	0	ml	190,00	0,00
Réseau EU sous TN	90	ml	150,00	13 500,00
Traitement				
Filtres plantés de roseaux	165	EH	750,00	123 750,00
Canalisation de rejet	50	ml	200,00	10 000,00
Estimation Travaux				308 250,00
Etudes complémentaires et MOE (10%)				30 825,00
Montant total de l'opération				339 075,00
Frais annuels d'exploitation (2%)				6 165,00

Investissement

Le coût indiqué pour les collecteurs inclut:

- la démolition éventuelle de chaussée,
- la fourniture et la pose de canalisation Ø300 (diamètre pris à titre indicatif) à une profondeur d'environ 2m,
- la fourniture et la pose des regards de visite tous les 50 m environ,
- la réfection éventuelle de chaussée.

Le coût des branchements est pris en compte sous domaine public et non sous domaine privé.

Le coût indiqué pour les stations à filtres plantés de roseaux inclut :

- les réseaux internes,
- le dégrillage,
- les bâchées,
- les filtres plantés,
- les éventuels postes de relevages et installations électriques.

✚ Exploitation

Le coût de fonctionnement annuel lié aux réseaux EU et à la station d'épuration a été estimé à 2% du montant des travaux et comprend :

- Le curage d'environ 1/5 du linéaire du réseau (150 m) et des interventions ponctuelles,
- Les opérations de maintenance de la station d'épuration.

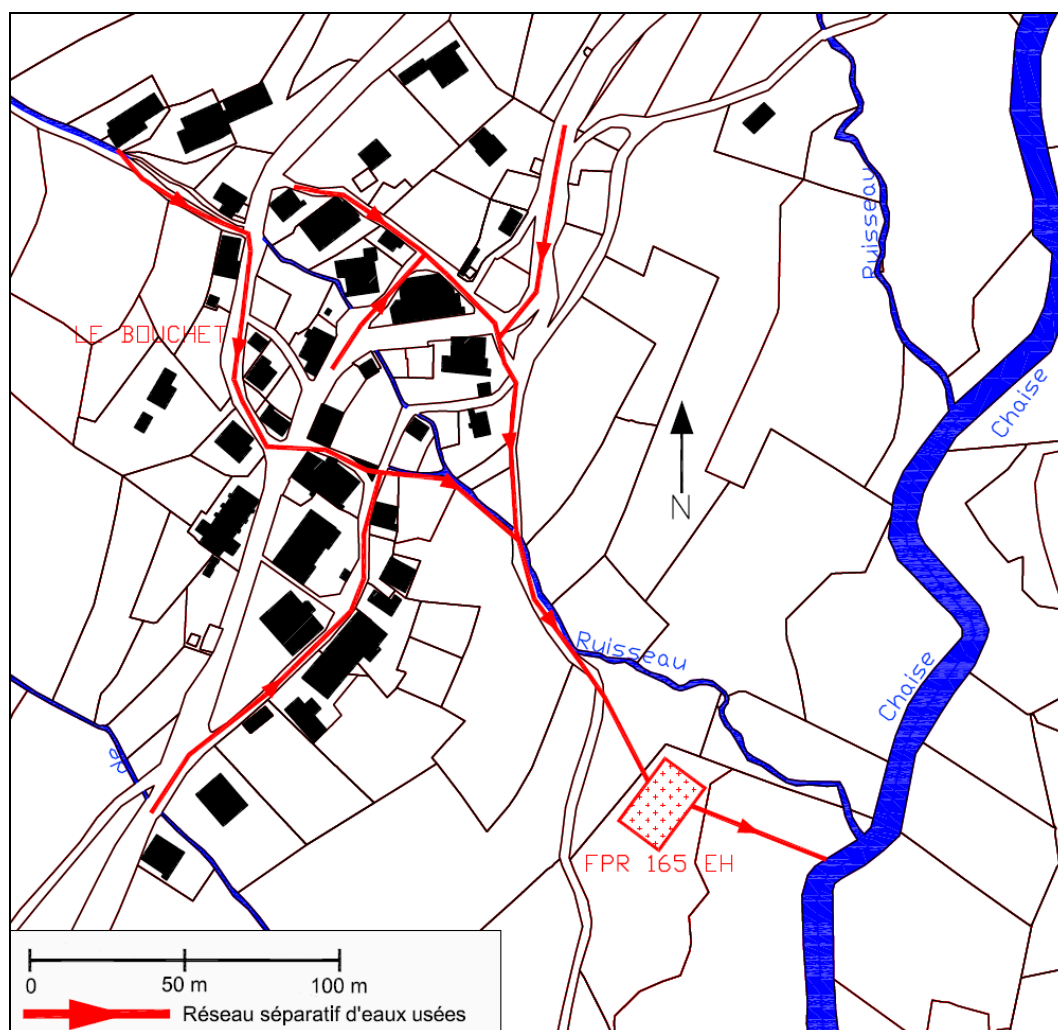


Schéma de principe du réseau projeté – Chef-Lieu

IV.1.2. Impact des travaux sur la redevance assainissement

Le tableau ci-après définit la part de la redevance assainissement (lors sa mise en place) permettant de financer les travaux prévus et de couvrir les coûts de fonctionnement sur la base d'une participation indexée sur les volumes distribués.

Les calculs se basent sur un volume d'eau distribué d'environ 3600 m³/ an sur le secteur du Chef-Lieu (relevés de 2013).

Les valeurs des subventions des partenaires potentiels (Agence de l'eau, SMDEA) prises en compte sont celles connues au moment de l'étude et sont susceptibles d'évoluer au moment de la réalisation des travaux.

Désignation	Coût hors subventions	Coût avec subventions	Dotations aux amortissements	Consommation en eau	Valeur de la redevance assainissement
Création de réseaux EU	174 500 €	85 505 €	1 900 €	3600 m ³	0,53 € /m ³
Construction de STEP	133 750 €	78 645 €	2 622 €	3600 m ³	0,73 € /m ³
Exploitation réseaux EU et STEP	-	-	-	3600 m ³	1,72 € /m ³
TOTAL					2,98 € /m³

L'impact global (investissement + exploitation) du programme de travaux sur la redevance assainissement est de 2,98 €/m³

IV.2. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

IV.2.1. Détail des installations par secteur

Le détail du nombre d'installations d'assainissement à créer ou réhabiliter par secteur et le coût associé sont présentés ci-après.

Investissement

Le coût indiqué pour les installations d'assainissement non collectif comprend :

- la collecte,
- le transport,
- le traitement,
- le rejet.

Les coûts de réhabilitation et de création moyens pris pour les installations d'assainissement non collectif sont les suivants :

- installation située en zone vert foncé ou clair : 7 000 € H.T.,
- installation située en zone orange ou rouge : 9 000 € H.T.

✚ Exploitation

Le coût de fonctionnement annuel lié aux installations d'assainissement non collectif a été estimé à 150 € H.T. par installation et comprend :

- La vidange des fosses « toutes eaux » tous les 4 ans environ,
- La visite de contrôle périodique tous les 4 à 8 ans.

Secteur	Installations à réhabiliter	Prix unitaire (€ H.T.)	Installations nouvelles	Prix unitaire (€ H.T.)	Total (€ H.T.)
La Longeret	7	7000	11	9000	148 000,00
Banderelle	10	9000	14	9000	216 000,00
Le Cernix	13	8000	3	8000	128 000,00
Les Tuiles - La Perrière – Les Petits Liaudes - Le Mont de Vaseline – Les Mouilles	20	7500	0	0	150 000,00
Le Plan – La Savatte - Les Frasses – les Dzeurs	16	8000	1	9000	137 000,00
Les Alpages	6	9000	0	0	54 000,00
Le Mont de Banderelle	2	7000	0	0	14 000,00
Cons – Sous l'Epine - Le Quart, La Ville de Rosset	7	7000	2	7000	63 000,00
Estimation Travaux ANC					910 000,00

* le prix unitaire moyen a été fixé en fonction de la répartition des installations à créer et réhabiliter au sein des différentes classes d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif.

IV.2.2. Prescriptions techniques applicables aux dispositifs d'assainissement non collectif

Les modalités de mise en place de l'assainissement non collectif sont définies dans :

- L'arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅,
- La Norme Française DTU 64-1 d'Août 2013 concernant les dispositifs d'assainissement non collectif pour les maisons d'habitation individuelle jusqu'à 20 pièces principales.

Les installations d'assainissement non collectif sont composées d'un système de collecte, de prétraitement d'une filière de traitement et d'un exutoire éventuel.

Prétraitement

Le prétraitement est constitué :

- d'une **fosse toutes eaux** collectant l'ensemble des eaux usées domestiques,
- si besoin d'un **bac dégraisseur** en cas de collecte d'effluent gras (cas des activités de restauration ou d'hôtellerie).

Traitement

Le traitement des effluents en sortie de fosse toutes eaux peut être assuré par :

- Des filières classiques avec épuration par le sol en place (tranchées d'infiltration),
- Des filières classiques avec épuration par un sol reconstitué et rejet dans le sol (filtre à sable non drainé, tertre d'infiltration) ou au milieu superficiel (filtre à sable non drainé),
- Des dispositifs de traitements agréés par le(s) ministère(s) en charge de l'écologie et de la santé avec rejet dans le sol ou au milieu superficiel.

Le choix d'un dispositif de traitement adapté doit être effectué suite à une étude de définition de filière spécifique à la parcelle concernée.

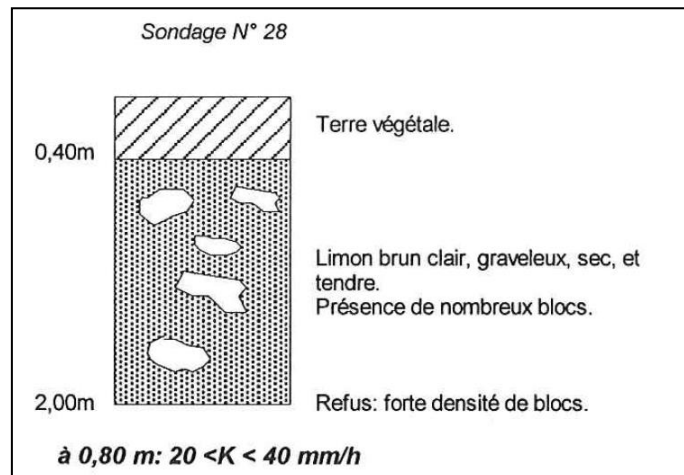
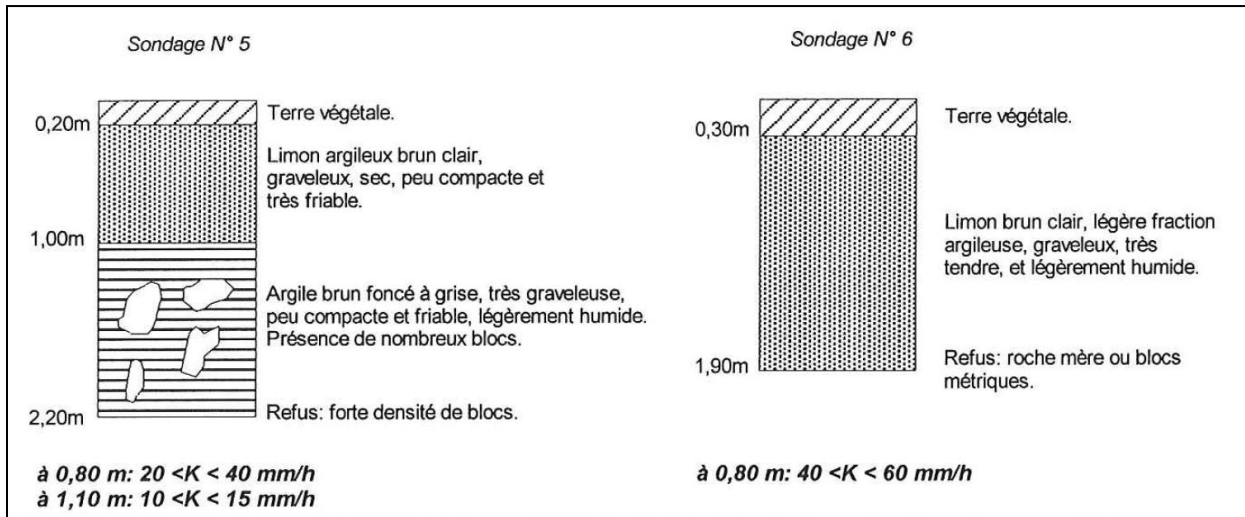
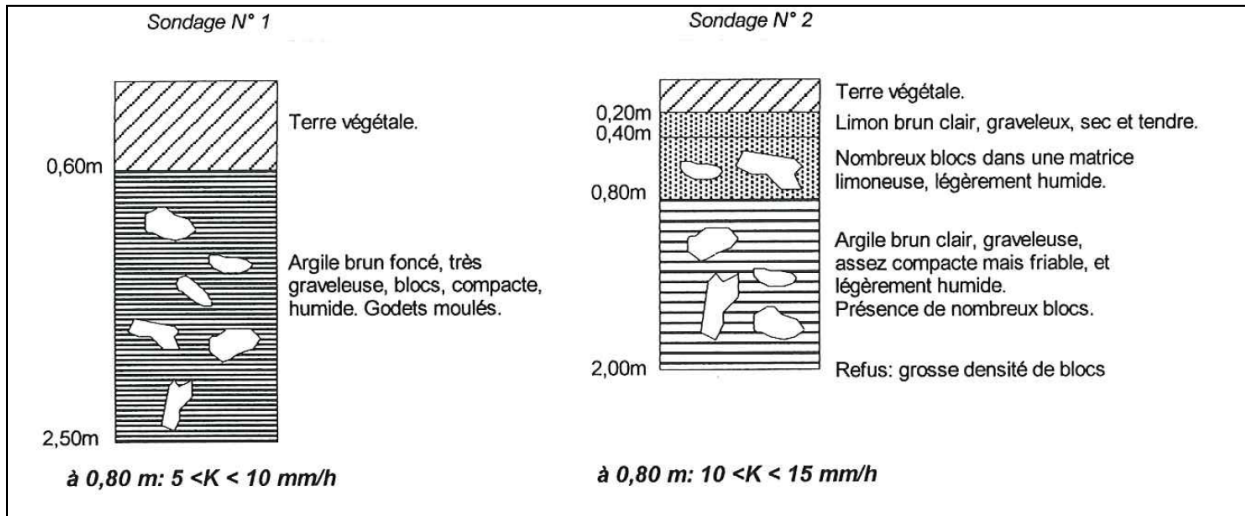
Les recommandations générales applicables aux dispositifs d'assainissement non collectif sont les suivantes :

- les eaux pluviales ne doivent en aucun cas être raccordées aux dispositifs,
- les filières classiques doivent être situées hors zone de circulation et à une distance d'au minimum 3 m par rapport à toute plantation racinaire et limite de propriété,
- les dispositifs doivent être situés à une distance minimale de 35 m de tout captage déclaré d'eau destinée à la consommation humaine.

ANNEXE 1 – DETAIL DES SONDAGES GEOPEDOLOGIQUES

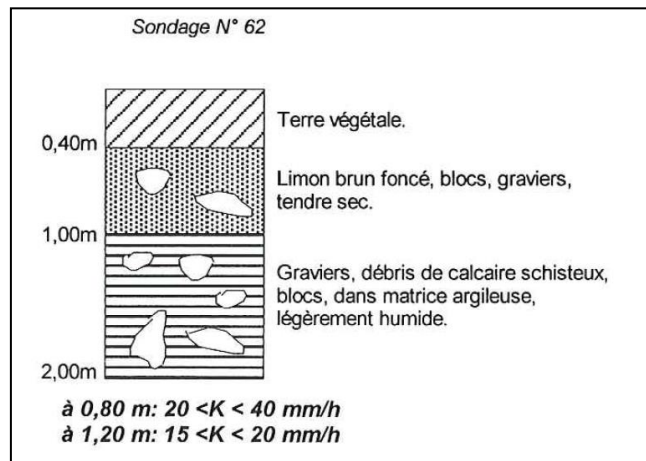
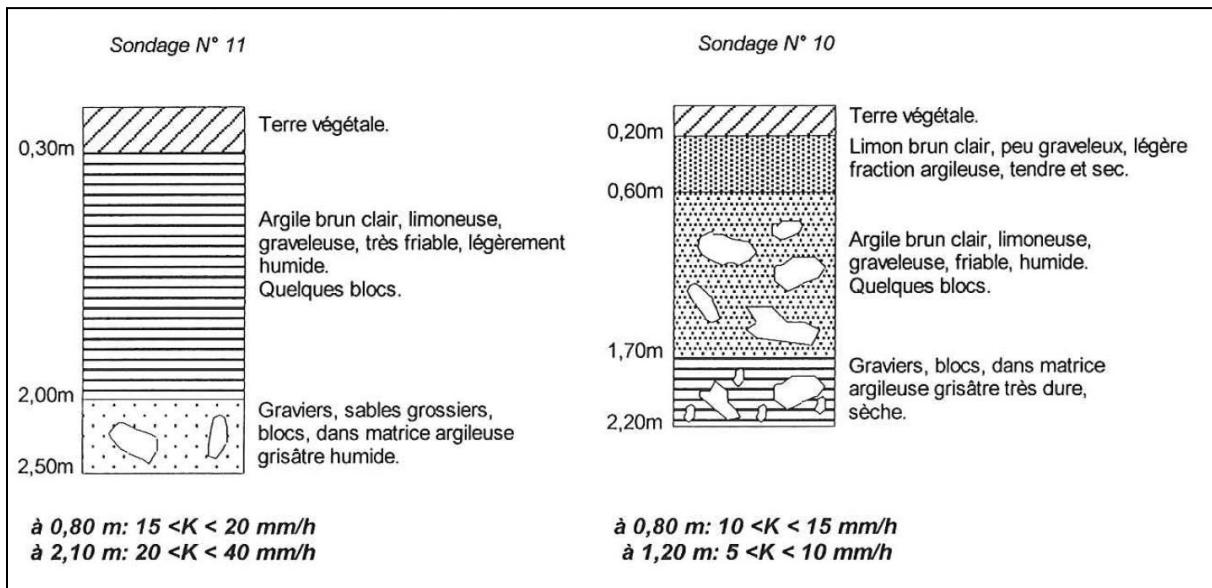
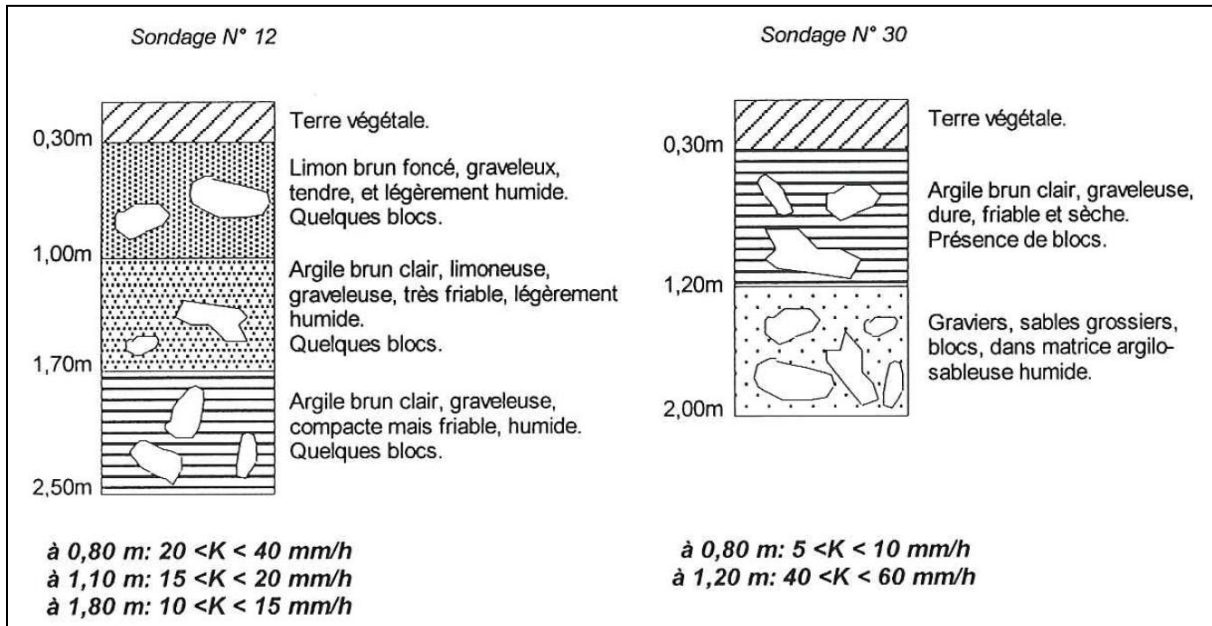
Secteur 1 : Le BOUCHET (chef-lieu)

5 sondages géo pédologiques :



Secteur 2 : Sous l'Épine, Cons

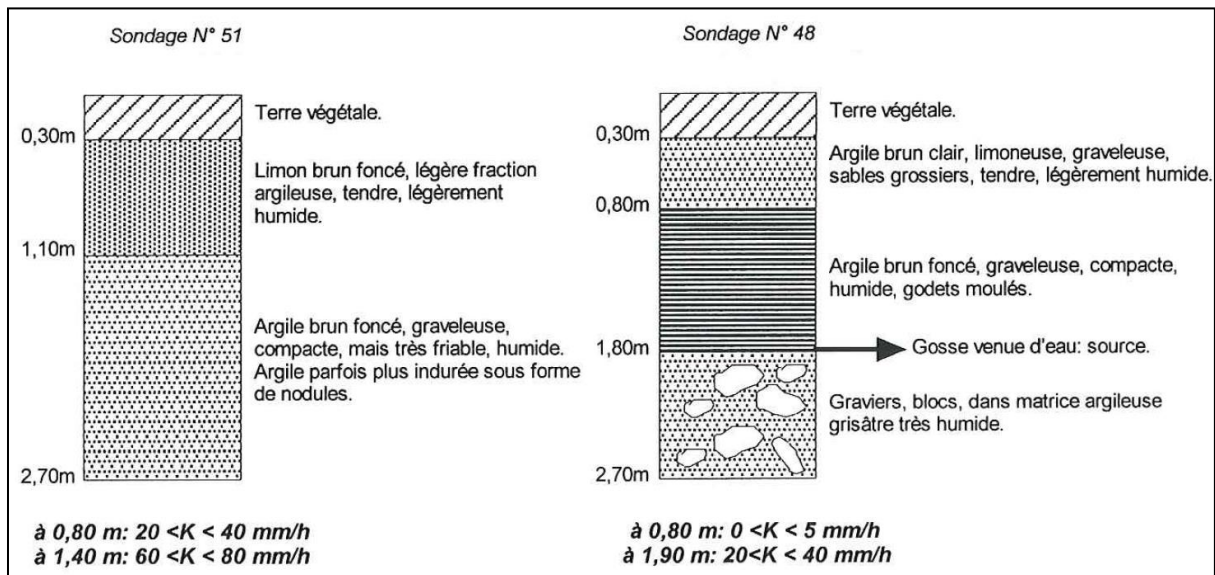
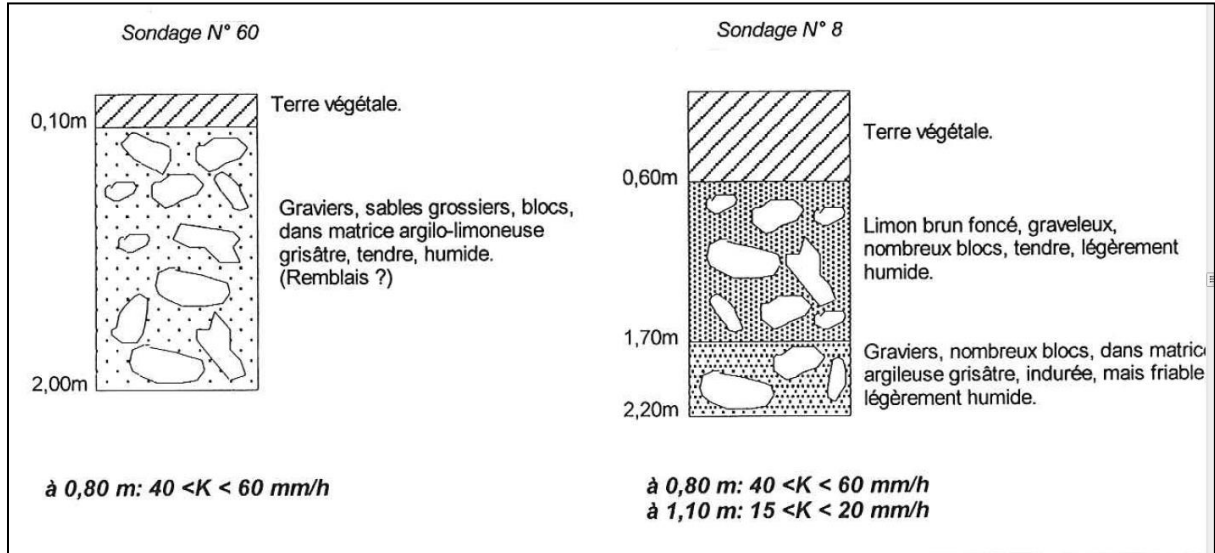
5 sondages géo pédologiques :

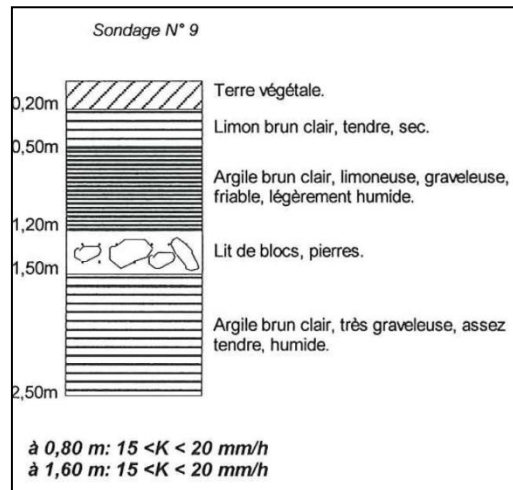
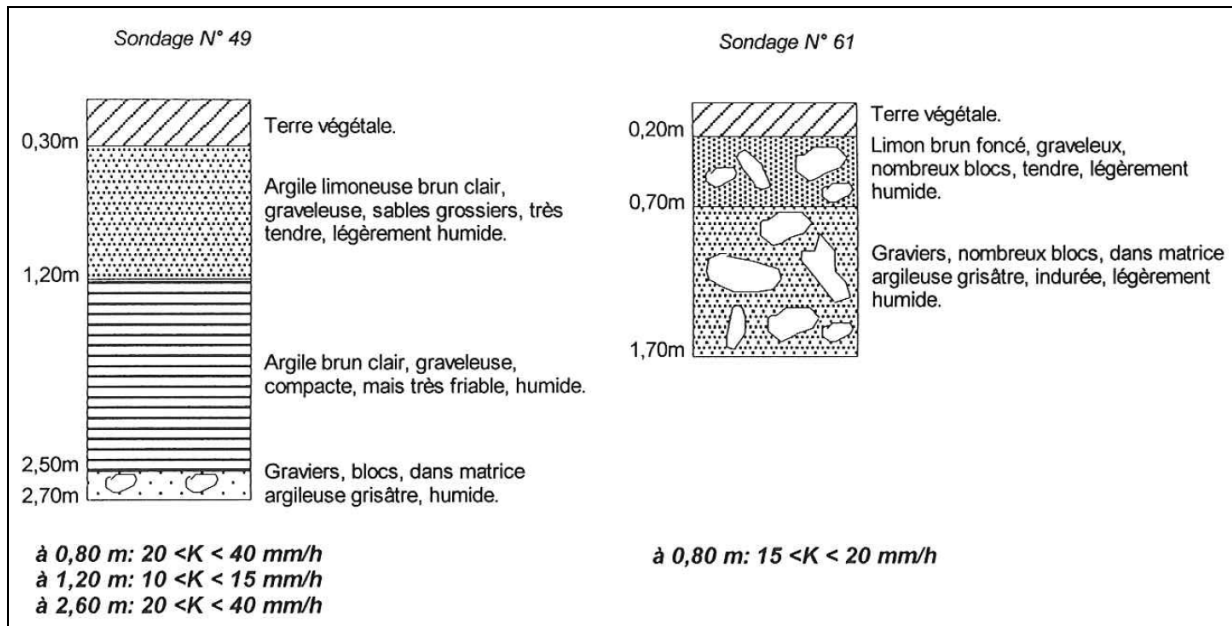


Secteur 3 : Banderelle, La Longeret, Le Mont de Banderelle

10 sondages géo pédologiques :

✚ BANDERELLE :





2 sondages complémentaires en Juin 2014

S1

Profondeur en m.	Sondages	Horizons rencontrés
0,20		Terre végétale
1,10		Complexe limono-graveleux Présence de pierres
2,20		Complexe argilo-graveleux humide Présence de pierres
● Traces d'hydromorphie		

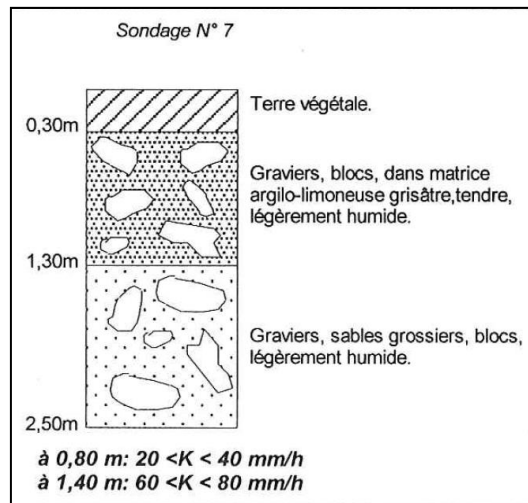
Perméabilité mesurée : K = 7 mm/h

S2

Profondeur en m.	Sondages	Horizons rencontrés
0,20		Terre végétale
0,90		Limon humide Présence de nombreux blocs
2,2		Argiles compactes
● Traces d'hydromorphie		

Perméabilité mesurée : K = 3,5 mm/h

LA LONGERET :



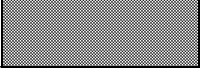
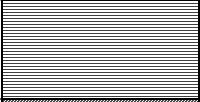
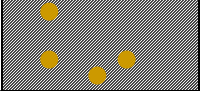
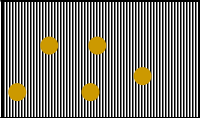
2 sondages complémentaires en Juin 2014

S3

Profondeur en m.	Sondages	Horizons rencontrés
0,20		Terre végétale
0,80		Complexe argilo-limoneux Présence de roche altérée
1,30		Argiles compactes
2,30		Argiles graveleuses légèrement humides Présence de nombreux blocs
● Traces d'hydromorphie		

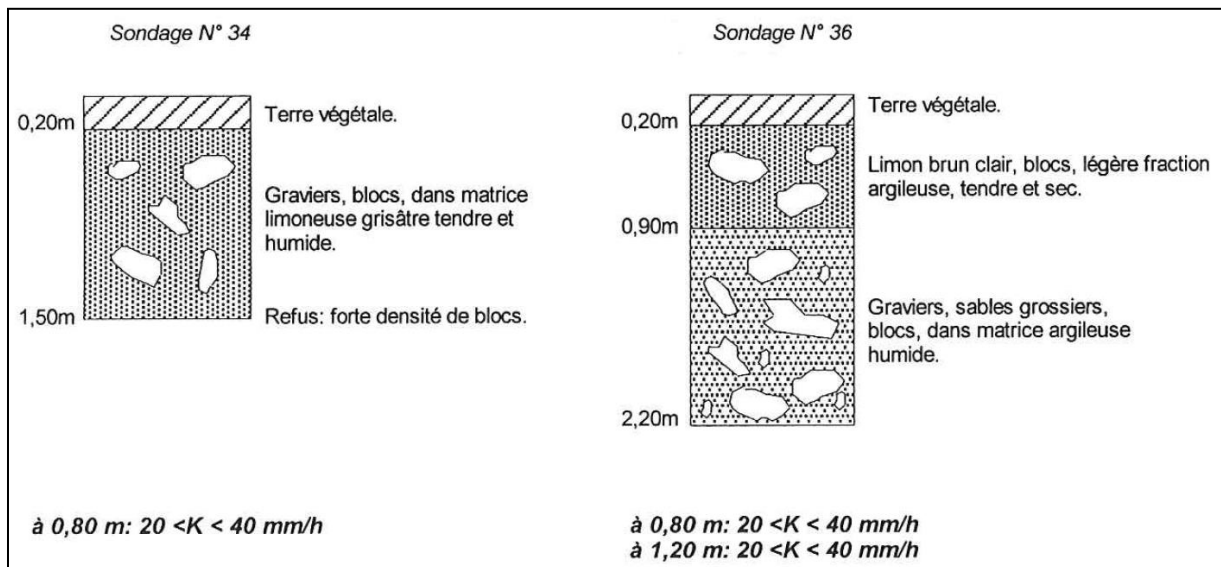
Perméabilité mesurée : $K = 0$ mm/h

S4

Profondeur en m.	Sondages	Horizons rencontrés
0,30		Terre végétale
1,00		Argiles graveleuses humides
1,80		Argiles graveleuses légèrement humides Présence de nombreux blocs
2,20		Argiles compactes bleues/grises très humides
● Traces d'hydromorphie		

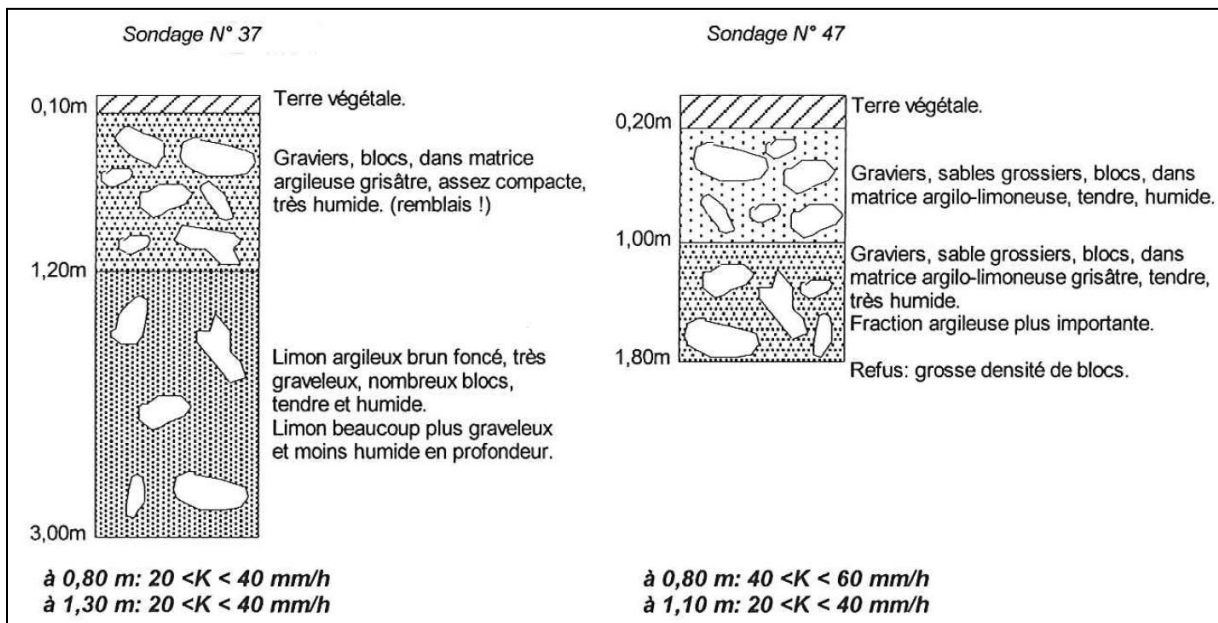
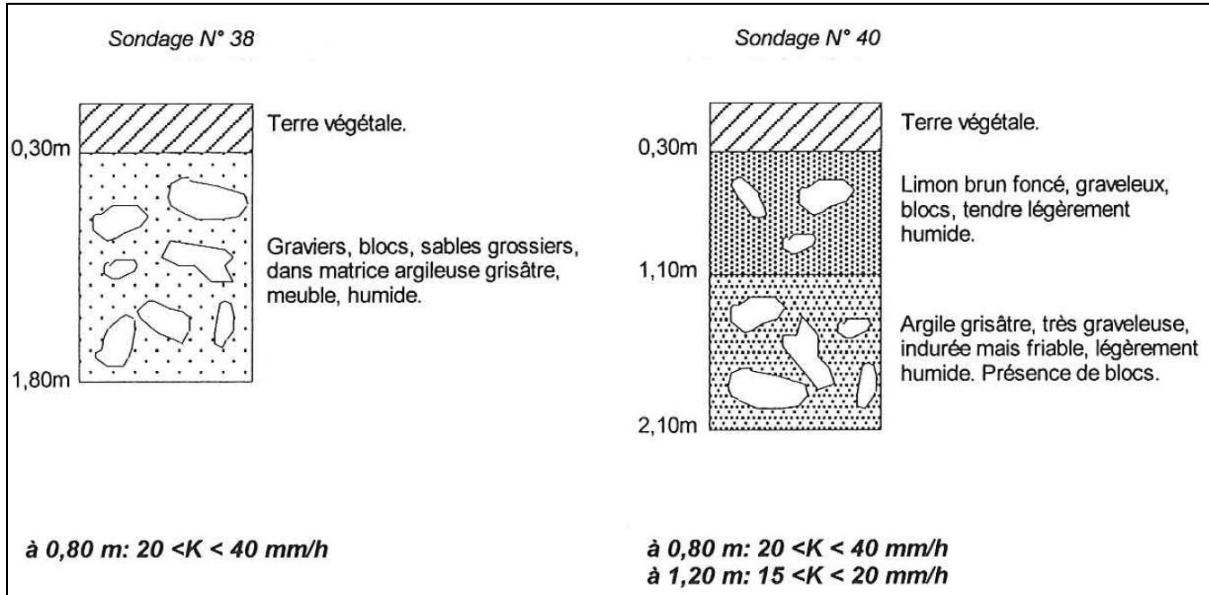
Perméabilité mesurée : $K = 0$ mm/h

LE MONT DE BANDERELLE :



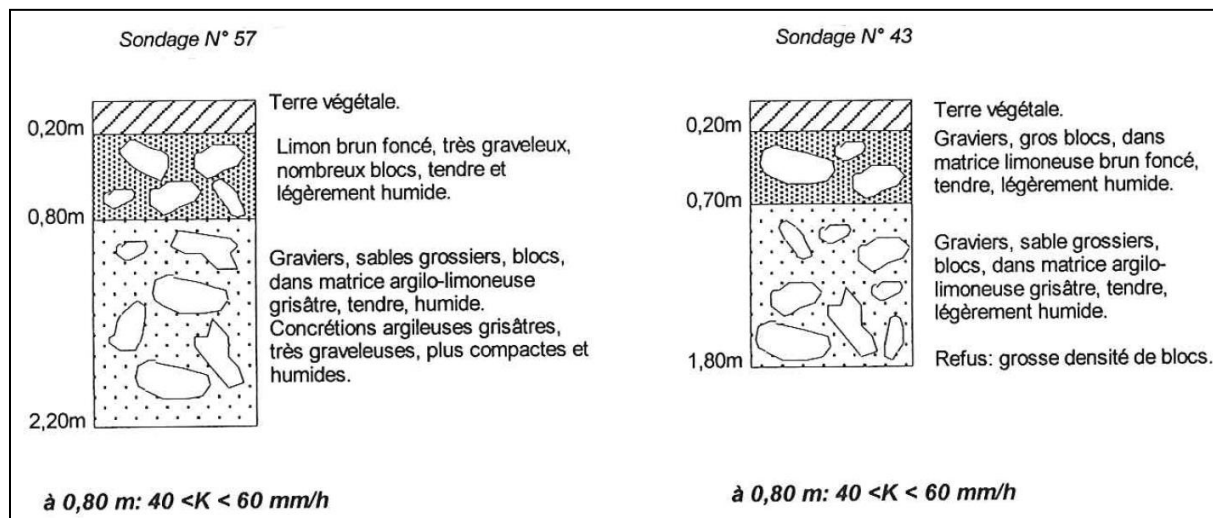
Secteur 4 : La Savatte, Les Frasses

4 sondages géo pédologiques :



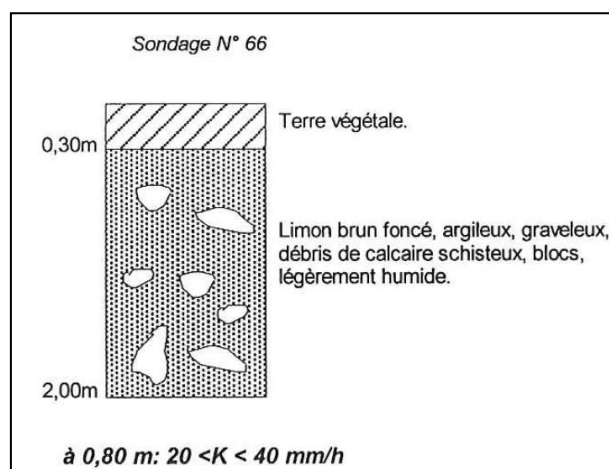
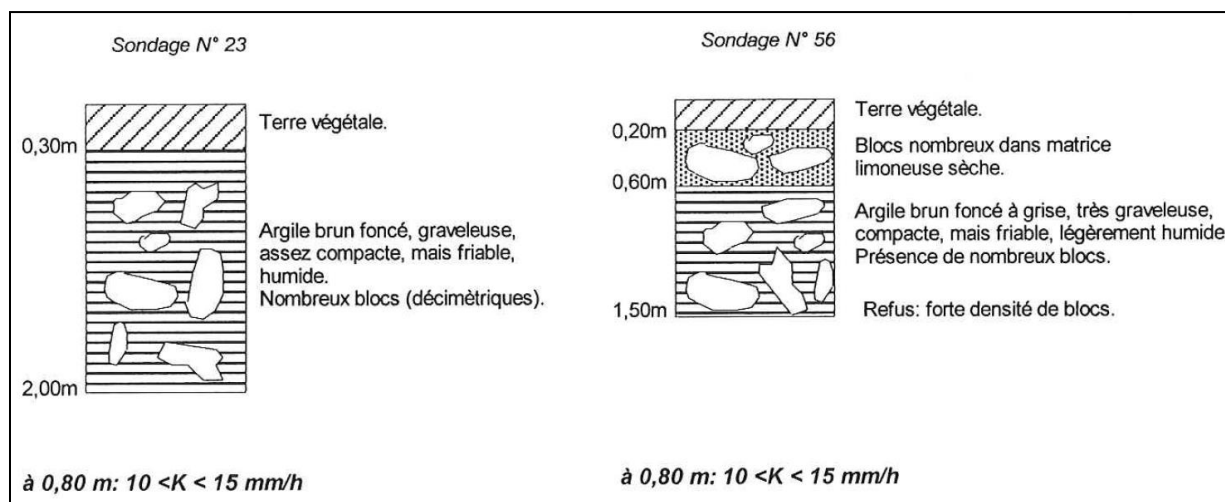
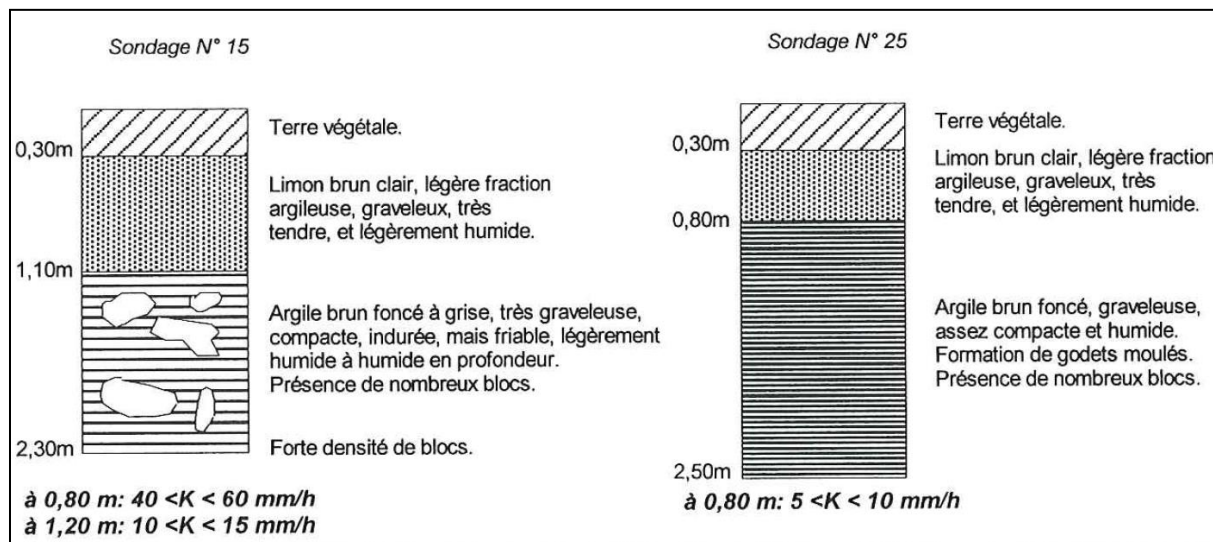
Secteur 5 : Le Plan, Les Dzeurs

2 sondages géo pédologiques :



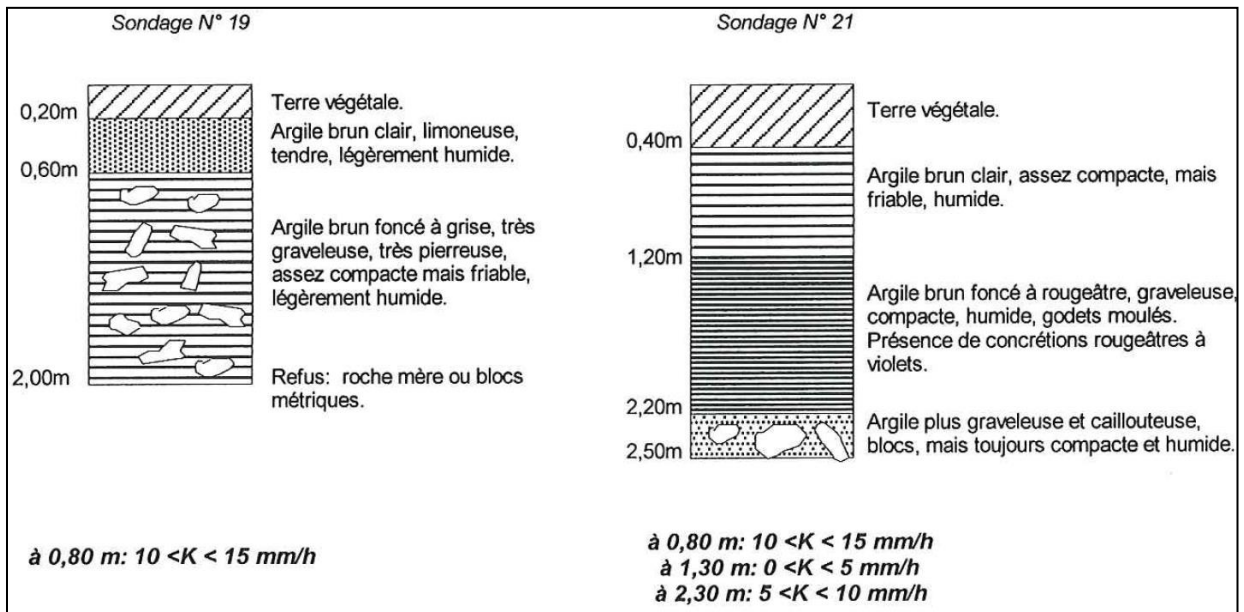
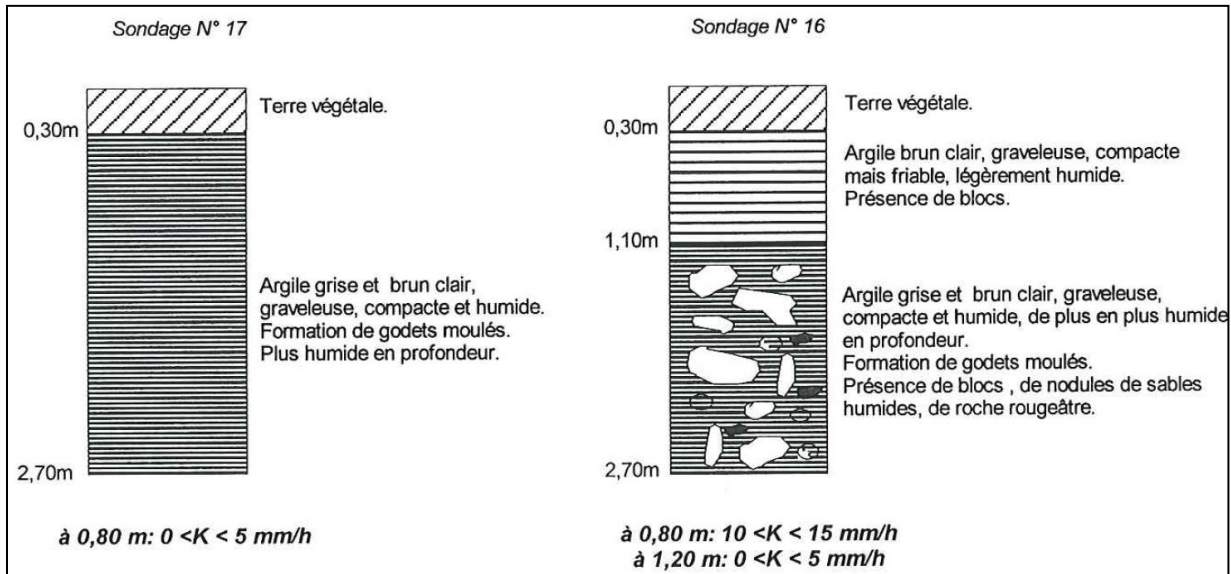
Secteur 6 : Les Tuiles, La Perrière, Les Petits Liaudes, Le Cernix

5 sondages géo pédologiques :

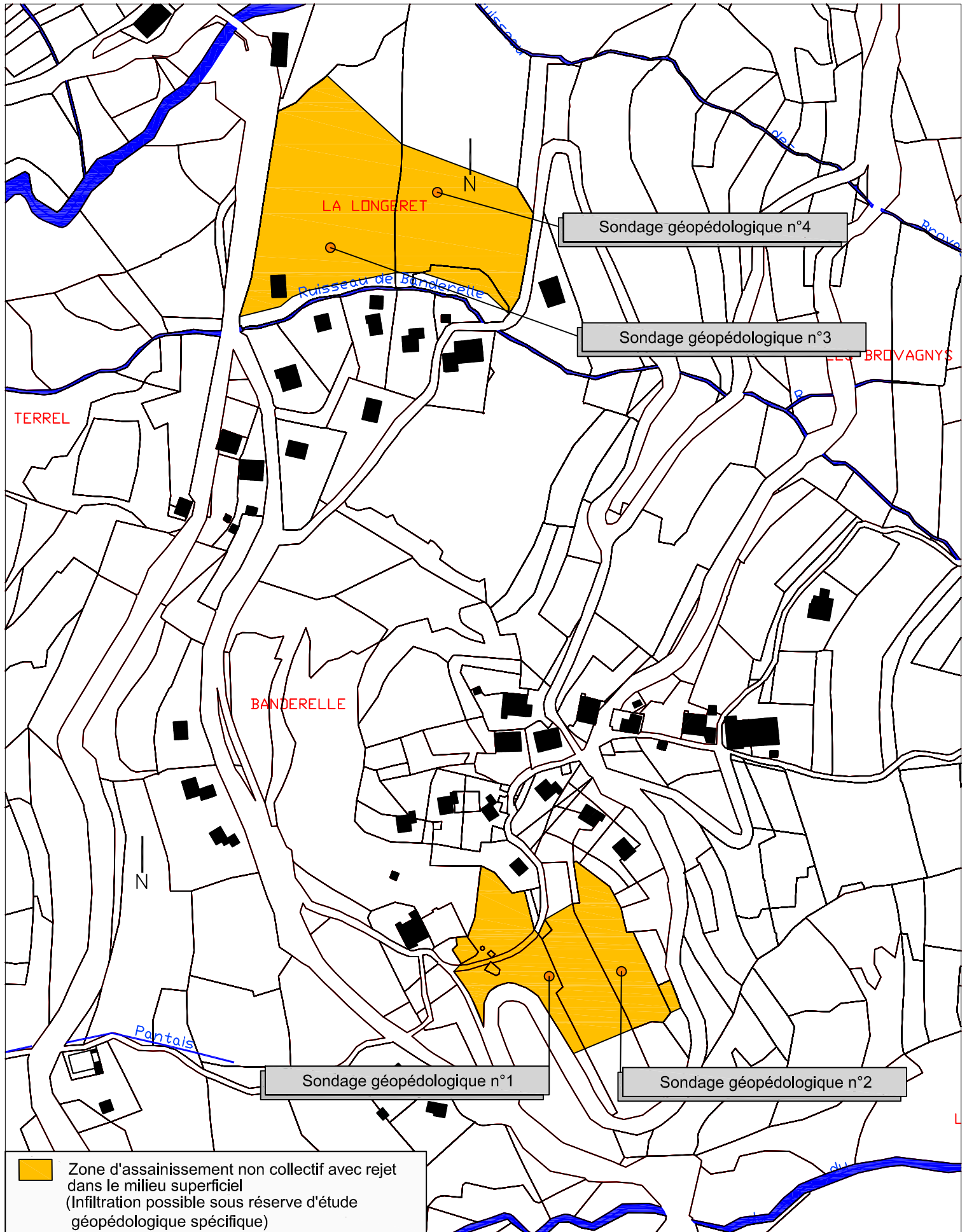


Secteur 7 : Le Mont Vaseline, Les Mouilles

4 sondages géo pédologiques :



ANNEXE 2 – CARTES D'APTITUDE DES SOLS A L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF



Commune du BOUCHET MONTCHARVIN

Révision du Schéma Directeur d'Assainissement

Echelle
1/2500

Carte complémentaire d'aptitude des sols à l' Assainissement Non Collectif

ANNEXE 3 – REGLEMENT GRAPHIQUE DU PLU

PLU

Plan Local d'Urbanisme

LE BOUCHET-MONT-CHARVIN
 DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAOIE

4.2 REGLEMENT GRAPHIQUE

4.2.2 Secteur vallée

Echelle: 1/2500

DOSSIER D'ARRET

Val pour être annexé à la délibération du conseil municipal du

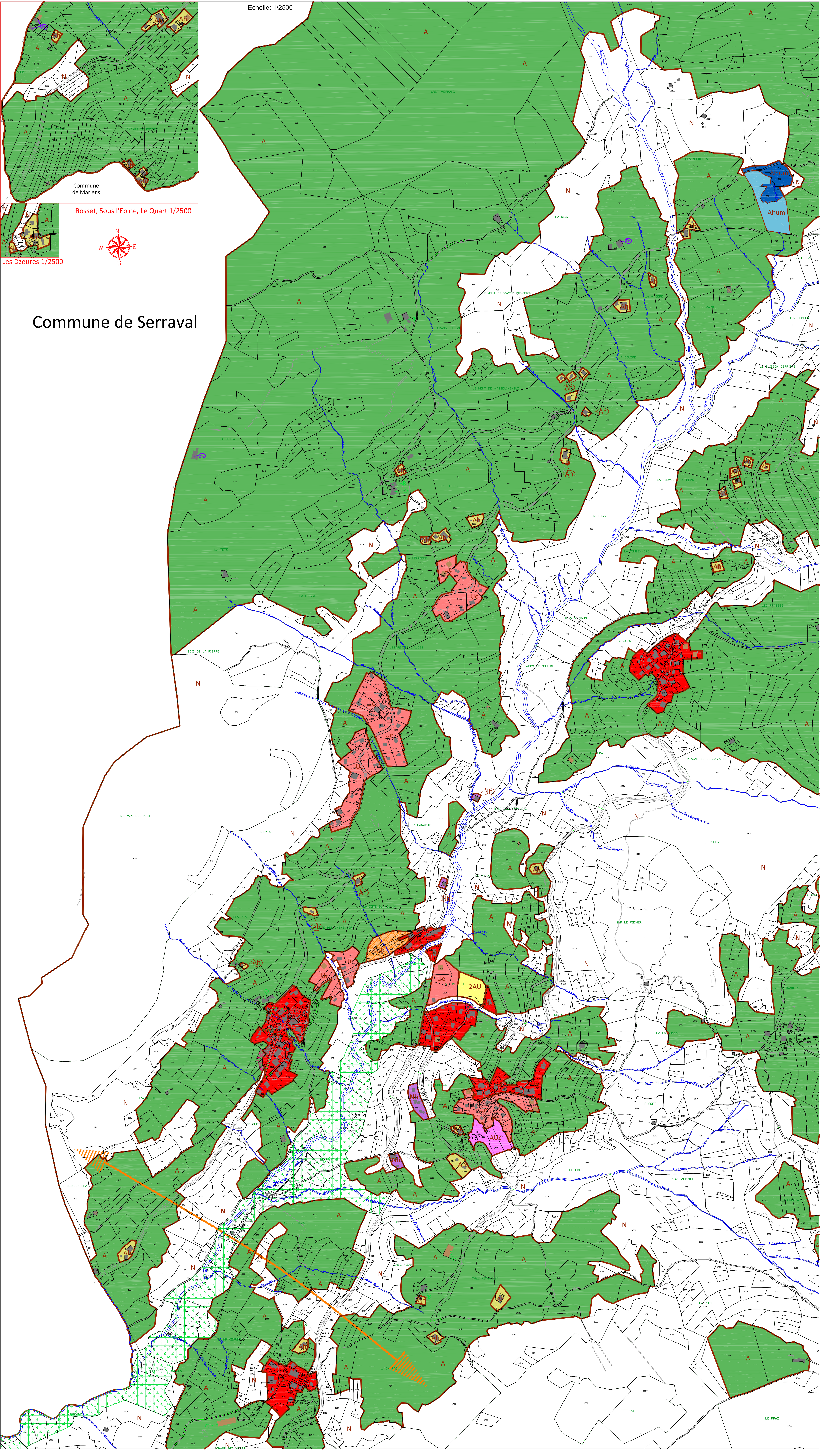
LEGENDE

- U ZONES URBAINES**
 - Ua Secteur urbain ancien dense
 - Ue Secteur d'urbanisation récente moins dense
- AU ZONES A URBANISER**
 - Aub Secteur d'urbanisation à densité forte
 - Alc Secteur d'urbanisation à densité moyenne
- Secteur d'urbanisation équilibrée - à urbaniser strict
- 2AU Secteur à urbaniser suite à réalisation des équipements et modification ou extension du PLU, à destination prioritaire et limitée
- A ZONES AGRICOLES**
 - A Secteur agricole
 - Ah Secteur agricole de culture et capacité d'accueil limitées
 - Ahm Secteur agricole constitué d'une zone humide
- N ZONES NATURELLES**
 - N Zone naturelle
 - Nh Secteur naturel de taille et capacité d'accueil limitées
 - Nhm Secteur naturel constitué d'une zone humide
- INDICES ET SECTEURS**
 - P Première zone de protection par l'article L.1231-5-16° du c. urb. pour la protection des sites
 - F Réserve de population agricole impliquant les distances
 - Fr Châlet d'alpage à vocation pastorale
 - Pt Première zone de protection par l'article L.1231-5-7° du c. urb. déterminant les secteurs à protéger pour des motifs écologiques
 - Courbeur biologique
 - Secteur PPI Secteur étudié par le PPI (Plan de Prévention des Risques Naturels)
- DIVERS**
 - Bâtiments exposés sur le cadastre (à titre indicatif)
 - Bâtiment inoccupé (à titre indicatif)

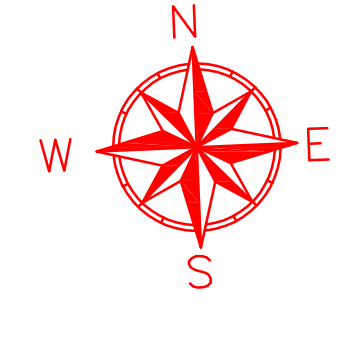
LISTE DES EMPLACEMENTS RESERVES

- Objet
- 1 Affectation de stationnement
- 2 Affectation de la voirie

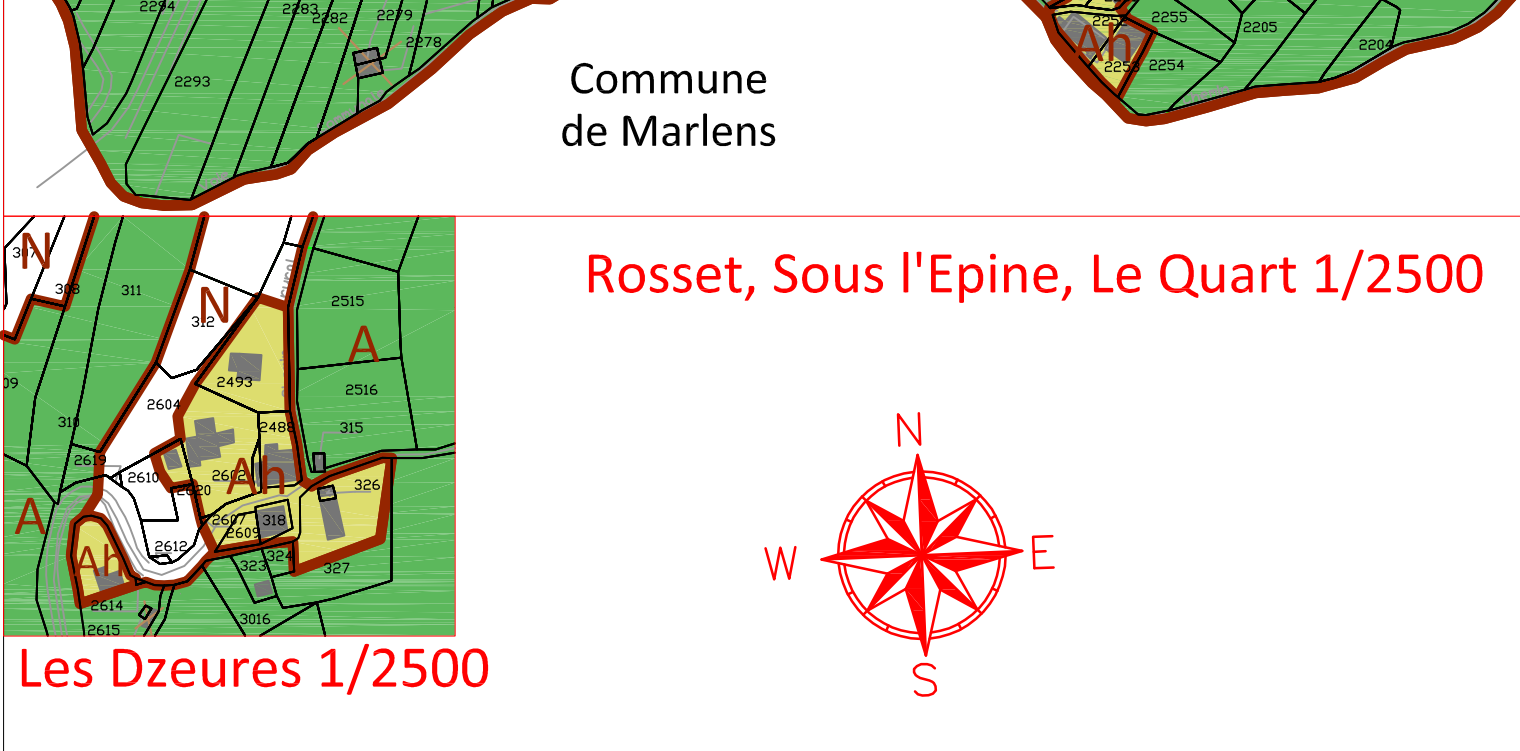
Superficie Commune 726 m²
 Commune 170 m²



Echelle: 1/2500



Commune de Serraval



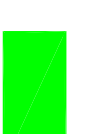
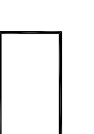
ANNEXE 4 – CARTE DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT



Révision du schéma directeur
et du zonage d'assainissement
CARTE DE ZONAGE

Octobre 2014

LEGENDE

-  Zones relevant de l'assainissement collectif
-  Zones relevant de l'assainissement non collectif

Echelle: 1/5000

